

Carte blanche RTL radio 17 juillet 2020

Michel Maquil, Président de InFiNe.lu

Version française

Au cours des trente dernières années, nombre de pays du tiers monde ont connu un développement économique remarquable et cela grâce au volume croissant des échanges commerciaux et en particulier grâce à la vente sur les marchés mondiaux de grandes quantités de matières premières. En outre, tous ces pays ont pu profiter d'une aide au développement substantielle. J'aimerais souligner en particulier le travail remarquable réalisé dans les pays en développement par nos acteurs luxembourgeois, qui ont accompli beaucoup de choses avec des moyens modestes et une bonne dose d'engagement. Il existait un espoir justifié que les niveaux de vie entre les pays « riches » et les pays « pauvres » allaient se rapprocher, notamment à la suite des progrès réalisés au niveau de la santé, de la sécurité alimentaire et de l'éducation.

La crise du coronavirus a désormais complètement mis en échec cette tendance.

Ainsi, les échanges commerciaux entre les pays en développement et nos pays ont reculé fortement et, de surcroît, les prix d'une série de matières premières se sont effondrés. Le tourisme dans ces pays est quasiment au point mort.

De jour au lendemain beaucoup de familles composées souvent d'un grand nombre d'enfants se retrouvent sans sources de revenus.

En outre, une série de pays occidentaux envisagent d'adapter leur aide au développement à la récession dans leur pays, ce qui aggravera encore la situation dans les pays concernés.

La Banque mondiale estime que pour la première fois en 60 ans, la croissance économique reculera dans les pays en développement avec une forte baisse du Produit intérieur brut. Or tous ces pays éprouaient encore de nos jours du mal à se remettre des suites de la crise financière de 2008.

Nous devons nous attendre à ce que les investissements dans les pays en développement vont demeurer à un niveau faible au cours des prochaines années. Une série d'entreprises dans nos pays envisagent même de rapatrier certaines chaînes de production qu'elles avaient délocalisées dans ces pays au cours des dernières années.

Dans le même temps, des milliers de milliards d'euros sont mobilisés dans nos pays pour relancer l'économie, alors que les pays en développement ne disposent même pas d'une petite fraction de ces montants pour en faire de même chez eux.

Dans leur histoire, les pays en développement n'ont jamais été frappés aussi soudainement et aussi profondément par une crise. Les experts de la Banque mondiale partent du principe que près de 60 millions de personnes tomberont dans une pauvreté extrême et que quelque 250 millions de personnes supplémentaires risquent de ne pas pouvoir manger à leur faim. Plus de 3 % de la population mondiale sont concernés. Pourtant, la communauté mondiale s'était fixée comme objectif d'éradiquer la faim à l'horizon 2030. Il s'agit là d'une situation catastrophique.

Certes avec la crise du coronavirus, chaque pays veille d'abord à ses propres intérêts. Cependant, nous ne pouvons toutefois pas détourner le regard de la situation que vivent les pays en développement, qui ne seront pas en mesure de surmonter seuls une crise d'une telle ampleur. Nous nous devons de tout mettre en œuvre afin de venir en aide aux populations de ces pays.